

Résumé

L'intégration régionale (ou sous-régionale) redevient un concept opératoire, en Afrique de l'Ouest comme dans le reste du continent, tant du point de vue de l'idéologie du panafricanisme que des stratégies visant à réorganiser les économies africaines, confrontées à l'une des plus graves crises qu'ait connue le continent depuis celle des années 30. Promesse d'une nouvelle forme de communauté africaine en même temps que forme et formulation d'une insertion dans le monde, l'intégration régionale doit pouvoir jouer un rôle décisif dans les défis que le monde rural ouest-africain doit relever au cours du XXI^e siècle, en particulier trois : le défi de l'organisation plus efficace et plus efficiente des structures et formes de production pour mieux répondre aux besoins essentiels des populations ouest-africaines ; le défi de la sécurité collective et individuelle pour plus de respect de la dignité humaine ; le défi enfin de l'équité et du respect des droits de chacun qui fondent la cohésion des communautés humaines.

L'examen du concept d'intégration montre qu'il recouvre deux dimensions. L'une est individuelle ; l'autre est collective. La première est souvent mise en échec dans le monde rural ouest-africain par des freins internes (rôle des aînés sociaux qui réduisent les opportunités d'intégration sociale des femmes, des jeunes et des étrangers, notamment dans la circulation de biens et dans l'accès au foncier) et par des facteurs externes défavorables (paupérisation des ruraux mal armés face aux jeux de l'économie mondiale et laissés pour compte des équipements collectifs). La seconde, celle qui porte spécifiquement l'intégration régionale, a une dimension spatiale autant que temporelle qui font que l'intégration régionale est le processus par lequel des communautés adhèrent et participent volontairement à la mise en place d'un réseau maillé d'espaces constitués en un bloc solidaire et cohérent témoignant de leurs aspirations. En Afrique de l'Ouest, l'histoire de la pensée moderniste, la perception de l'espace qui en découle à diverses étapes depuis au moins le XIX^e siècle, les pratiques et perceptions actuelles des décideurs politiques, confortent cette définition de l'intégration régionale en même temps que la région ouest-africaine y nourrit son unité primordiale (unité de la géographie physique, unité historique, unité des facteurs démographiques). Dans un monde en cours de polarisation continue, l'intégration régionale peut, bien conduite, être une stratégie de résistance en même temps que d'adaptation efficace aux formes contemporaines de la mondialisation.

Or le bilan qui est fait de l'état actuel du monde rural est loin de permettre cette stratégie de résistance et d'adaptation. En effet, à la configuration générale des échanges et

des déplacements humains, qui fondait un type spécifique de polarisation de l'espace régional à l'époque précoloniale, s'est surimposé un autre type de polarisation de la région ; celle-ci est surtout évidente à partir de l'ère coloniale ; elle est prolongée et même approfondie par les dernières décennies de l'ère post-coloniale, défavorable au monde rural par son processus de « territorialisation » des comportements, des échanges et des politiques : Espace majoritairement de ruraux et monde rural majoritairement constitué de paysans, l'Afrique de l'Ouest est un espace que les politiques publiques ont tendu à éclater au cours des dernières décennies par la territorialisation des espaces de souveraineté. Dans l'ordre des structures agraires et des capacités de production comme de commercialisation, dans l'ordre de la mobilisation des facteurs politiques du développement rural comme dans l'ordre des mécanismes sociaux et pour l'accès aux biens sociaux collectifs, le monde rural est caractérisé par la médiocrité générale. Sa faible part dans les stratégies d'aménagement du territoire, dans les dotations budgétaires annuelles et les initiatives de coopération interafricaine sont à l'origine de son insuffisante transformation et adaptation aux défis actuels.

L'analyse plus précise des politiques et pratiques à travers la C.E.D.E.A.O. et l'U.E.M.O.A., les appuis des partenaires au développement et les objectifs explicites ou implicites de ces appuis, ne permettent pas au monde rural de relever les défis qui sont les siens à l'aube du XXI^e siècle. L'adoption de politiques agricoles communes aux pays membres de la C.E.D.E.A.O. (ECOWAP en janvier 2005) et de l'U.E.M.O.A. (P.A.U. en 2001) est beaucoup trop récente pour voir les fruits d'une stratégie efficace de l'intégration régionale dans le développement rural ouest-africain ; surtout que se profilent les séductions et menaces de l'Accord de Partenariat Economique (A.P.E.) entre la C.E.D.E.A.O. et l'U.E., principal partenaire économique des pays de la C.E.D.E.A.O.

En cours d'organisation, la société civile, dans sa composante rurale, a commencé à réagir et à dire sa vision du futur qui est une vision de défense et de modernisation de l'exploitation familiale dans une stratégie d'intégration régionale permettant à l'Afrique de l'Ouest de nourrir l'Afrique de l'Ouest, de défendre son identité et de promouvoir la dignité de tous les ruraux.
